

«Les processus politiques dans les partis militaires:
clivages et consensus au sein des forces armées»

ESSAI DE DETERMINATION DES VARIABLES : LE CAS TURC

Doç. Dr. Bener KARAKARTAL

Toute intervention des militaires dans la vie politique suppose une politisation préalable des officiers, une rupture du consensus - si cela existe -, des conflits et des clivages et puis une reconstitution du consensus au sein de l'armée.

L'étude de cette politisation préalable est très difficile par la science politique du fait de la spécificité de l'organisation concernée. L'opacité de celle-ci et le secret qui entoure forcément le processus de politisation, d'une part, l'importance tout à fait spéciale que les systèmes politiques accordent à leurs institutions militaires, de l'autre, constituent des obstacles pratiquement infranchissables par le politologue curieux de connaître le degré de cette politisation et le champ qu'elle couvre.

Cependant, si toute intervention suppose une politisation préalable, toute politisation au sein de l'armée ne conduit pas nécessairement à une intervention. Aussi spéciale soit-elle une armée est une institution qui existe au sein d'une société et elle est forcément influencée par celle-ci. Très souvent, c'est le cas en Turquie depuis l'entrée en vigueur de la Seconde République en 1961, les officiers sont des électeurs. Dans un régime de pluripartisme, la Constitution reconnaît aux officiers le droit

d'exprimer par un bulletin de vote leurs préférences partisanses. Il est normal que ces préférences ne soient pas identiques dans un pays comme la Turquie où - même en temps de paix - l'effectif militaire dépasse un demi-million d'hommes. Même si une majorité des officiers vote pour certains partis politiques, il serait faux de parler de l'existence d'une unanimité politique au sein de l'armée lors des choix effectués aux élections.

De même, comme dans les autres catégories de la population, l'intérêt pour la politique doit être varié au sein du corps d'officiers: l'éventail théorique va de l'abstention électorale à l'attachement à une formation politique. Certes du fait de la spécificité de l'organisation militaire, un officier ne peut pas militer dans un parti politique mais rien ne peut interdire les affinités ou l'«amitié» entre tel, chef de l'armée et un politicien influent : il est assez fréquent dans un pays comme la Turquie qu'un officier prestigieux de très haut grade démissionne de sa fonction pour devenir candidat puis député d'un parti politique. Ces transferts fréquents s'effectuent pratiquement au profit de toutes les formations politiques. Cela prouve la diversité des opinions politiques dans l'armée.

On peut ainsi parler d'une ouverture relative de l'institution militaire au monde politique. Les courants politiques et idéologiques qui pénètrent la société pénètrent aussi l'Armée. Il est donc normal qu'on rencontre dans l'institution militaire des idées et des opinions très variées, des courants majoritaires comme des courants minoritaires, des courants modérés comme des courants radicaux, des idées de gauche et des idées de droite, des officiers apolitiques et des officiers très politisés. L'absence de nos connaissances en la matière provient du comportement des systèmes politiques qui tiennent à donner de leurs institutions militaires une image de force et de puissance dont une des dimensions est la cohésion.

Cependant, si la cohésion politique dans l'armée est illusoire, la diversité des opinions ne signifie pas l'existence d'une inclination obligatoire pour intervention. La présence d'une diver-

sité de tendances politiques dans l'armée concerne individuellement les officiers au niveau de leurs opinions et de leurs attitudes. Ces tendances s'expriment dans les démocraties pluralistes individuellement, par un bulletin de vote lors des élections. Quant à l'intervention de l'armée, elle signifie une action collective qui se situe au niveau du rapport de l'armée au système politique. Les variables au niveau de relation individuelle d'un officier aux partis politiques sont sans doute très différentes de celles relatives au comportement de l'institution militaire au système politique. Il existe une relation à sens unique entre les deux niveaux : la présence des idées politiques dans l'armée ne produit pas forcément une intervention. Une intervention exige par contre l'existence dans l'institution militaire d'un groupe d'hommes minoritaire décidé d'agir et qui, pour réussir, tente d'imposer son point de vue à l'ensemble de l'institution. La mise en marche du processus d'intervention qui peut aboutir à un échec ou qui peut réussir constitue « un moment historique » : par son analyse, on découvre ce qui change - mais ce qui persiste aussi - dans le système politique.

I — ESSAI DE DETERMINATION DES VARIABLES

Une intervention politique de l'armée met en rapport deux entités, l'institution militaire et le pouvoir politique : la structure, l'histoire de chacune de ces entités sont différentes d'un pays à un autre. La composition de la société intervient dans la détermination du type du pouvoir, ses assises sociales. L'armée est à la fois une variable indépendante et dépendante de la société.

Au niveau de sa fonction théorique principale - la défense du pays - l'armée apparaît comme une variable indépendante : d'une manière générale, une armée, pour être efficace en temps de guerre, cherche à avoir un certain nombre de qualités comme la discipline, le haut niveau de formation, une technicité développée, etc. A ce niveau, on constate plutôt des ressemblances dans les armées traditionnelles. Cependant, même à ce niveau où l'armée constitue une variable indépendante, certaines des caractéristiques de l'institution militaire influencent à la fois le type et la fréquence de ses interventions politiques.

Ainsi, la taille de l'armée constitue une donnée aux conséquences considérables: dans une armée comme celle que possède la Turquie, la dimension de l'institution rend impensable un coup d'Etat des lieutenants ou même des capitaines. Dans une armée de cette dimension qui comporte plusieurs centaines de généraux et plusieurs milliers d'officiers de haut grade, les jeunes officiers qui commandent de toutes petites unités n'ont aucune chance de pousser à l'action les quatre armées de terre, les trente divisions d'infanterie, la gendarmerie, l'aviation et la marine. Même les colonels ne peuvent réussir sans l'aide d'une bonne partie de généraux. Or, on ne devient colonel ou général qu'à la suite d'une longue carrière, à un âge avancé. Les officiers de haut grade, peu influencés par les idéologies radicales et peu tentés par des opérations risquées ne peuvent être acquis à des causes «révolutionnaires» avec facilité. La taille de l'armée remplit une fonction de modération: elle explique partiellement le type et la fréquence des interventions.

Variable en même temps dépendante, l'armée agit dans un cadre déterminé par le niveau du développement de l'appareil d'Etat et la structure du pouvoir politique. Dans un système caractérisé par l'absence d'une institution centrale qui s'impose, des conflits d'intérêt peuvent se produire ouvertement entre les partenaires sociaux et l'armée peut être invitée à intervenir pour le compte d'un ou plusieurs de ces partenaires, ou pour son propre compte. Or, dans un système caractérisé par la présence d'un Etat qui impose son hégémonie de longue date, l'armée constitue une des composantes de l'institution centrale: sa situation et son comportement seront tout autres.

Les variables à déterminer pour l'étude du comportement interventionniste des militaires se trouvent donc au niveau des deux entités, l'armée et le système politique. Le problème se situe à l'intersection de ces deux entités caractérisées à la fois par une certaine autonomie et covariance. Toute intervention doit être analysée au niveau relationnel qui ne peut être compris cependant sans une étude génétique et structurelle.

1) La Genèse

L'affirmation de Lybyer selon laquelle «le gouvernement ottoman était une armée avant d'être autre chose» et qu'«en réalité, l'Armée et l'Etat ne faisaient qu'un» peut être généralisée à l'ensemble de l'histoire turque (1). En effet, toutes les structures politiques créées par les Turcs étaient conçues selon un schéma militaire. Les Turcs sont historiquement des nomades cultivant collectivement la terre et se déplaçant en groupements mobilisés en permanence pour la guerre.

Cette position centrale de l'armée pour les Turcs a résisté au temps: dans l'histoire proche, des indices abondent qui prouvent la place centrale qu'occupe l'institution militaire en Turquie. La République turque est fondée en 1923 par les chefs de l'armée, Mustafa Kémal qui a pris la tête de la rébellion contre le Sultan était le général turc le plus haut gradé de l'Empire Ottoman. Tous les présidents de la République —excepté un— sont des anciens chefs de l'armée, y compris le président actuel. L'exception unique, Bayar, élu président en 1950 est renversé par l'armée dix ans plus tard. L'armée en Turquie a été et reste encore au centre du pouvoir.

Cependant, pour aussi centrale que soit la place de l'institution militaire dans le système, l'armée en Turquie, à l'exception de quelques brèves périodes—, n'a pas pu exercer le pouvoir. Bien au contraire, presque toujours l'autorité civile, tout en s'appuyant sur l'armée, a réussi à tenir l'institution militaire loin du pouvoir. L'étude génétique montre que jusqu'à 1960, date de la première intervention militaire sous la République, on peut distinguer trois périodes caractéristiques: la période qui va jusqu'à la Révolution «jeune turque» de 1908, caractérisée par la suprématie de l'autorité civile; celle de 1908-1918 où l'armée a exercé directement le pouvoir; celle enfin qui a commencé avec la fondation de la République turque caractérisée de nouveau par la suprématie du pouvoir politique.

Première période: l'armée au centre du système mais à l'écart du pouvoir sous l'Empire ottoman

L'Etat ottoman, cité comme exemple du «despotisme oriental», avait une structure très centralisée, et le pouvoir appartenait seul au Sultan qui affirmait représenter la volonté de Dieu au trône. Dans l'Empire théocratique-autocratique, l'Islam représentait une vision totale, avec la confusion de la religion, de l'Etat et de la politique. Pour réaliser sa mission, le Sultan s'appuyait sur une organisation étatique perfectionnée qui lui était inconditionnellement fidèle.

Cet Etat ottoman qui est prescriptif-religieux était une force «indépendante de la société» et «s'imposait à la société» comme l'affirme le sociologue turc Berkes (2). Ses fonctions étaient multiples: la terre appartenant à l'Etat, sa culture était placée sous la responsabilité directe des militaires. Ceux-ci qui formaient la bureaucratie de l'Etat avait comme mission principale de faire la guerre et d'administrer l'Empire. La bureaucratie ottomane était donc une bureaucratie militaire remplissant en même temps des fonctions administratives et économiques.

Les activités de la bureaucratie ottomane étaient très étroitement «codifiées», le «code» étant défini par la religion et les coutumes.

Du fait de l'aspect étendu et multifonctionnel des activités de la bureaucratie militaire ottomane, la différenciation sociale qui est d'ailleurs peu favorisée par l'Islam, restait limitée dans l'Empire. La différence principale était entre ceux qui faisaient partie de la bureaucratie et le reste de la population placée sous contrôle étroit de cette bureaucratie. L'armée représentait donc une force capitale, essentielle dans l'Empire ottoman.

Cependant, l'armée ne détenait pas le pouvoir et ne possédait aucune autonomie à l'égard du Sultan. Etant elle-même

«la propriété» du sultan comme l'Empire tout entier, elle était fondamentalement soumise à l'autorité politique. Serif Mardin voit de ce fait en cette bureaucratie militaire dévouée au Sultan un instrument qui agit avec une «fidélité de machine» (3). Eerkes affirme pour sa part, que la bureaucratie ottomane n'avait pas de droits mais seulement des «responsabilités»: elle exerce des «responsabilités» tant que ses activités restent conformes aux «obligations» (4). On peut définir «les obligations» d'après Heper en trois rubriques: fidélité au Sultan, croyance en la religion, connaissance des coutumes (5). Le droit coutumier ottoman reconnaissait au Sultan la possibilité de tuer tous ses fonctionnaires et de confisquer leurs biens. Pour montrer bien qu'il détenait vraiment seul le pouvoir, le Sultan croyait utile de faire décapiter de temps à autre un «vezir-i âzam» qui était le chef de l'armée et l'adjoint direct du Sultan.

Tout le système d'éducation des militaires était d'ailleurs orienté pour assurer la fidélité complète de la machine militaire au Sultan. Le recrutement des futurs officiers et des soldats d'élite, «les janissaires», s'effectuait très tôt, dès le jeune âge chez les familles chrétiennes: islamisés dans les familles turques, ces enfants étaient éduqués par la suite dans les écoles de l'Etat et promus aux divers échelons de l'administration militaire en fonction de leur réussite. Ne possédant comme assise sociale que l'Etat, les officiers et les soldats ne vivaient que pour servir l'Etat et obéissaient au Sultan.

Cette période de «société militaire» où l'armée constitue l'armature du pouvoir tout en lui restant extérieure, est riche aussi en révoltes militaires. Ces révoltes étaient toujours dirigées contre le Sultan avec comme motif des augmentations de salaires.

A partir du XVe siècle, les révoltes éclatent pratiquement à chaque succession au trône: les «janissaires», les troupes d'élite, refusent de manger la soupe traditionnelle, demandent la tête de quelques pachas, exigent une amélioration des salaires et après avoir obtenu satisfaction, retournent aux ca-

sernes. Or, comme les finances de l'Empire commençaient à connaître des difficultés du fait du poids de l'appareil d'Etat en expansion continue, ces révoltes parfois réprimées mais toujours plus sanglantes devenaient de plus en plus fréquentes. A partir du XVIIème siècle, on peut parler d'une dégénérescence de l'institution militaire par suite de la modification de fait du système de recrutement traditionnel: les chômeurs à la recherche d'un emploi achètent les postes dans l'armée. La discipline et la combativité de l'armée en souffrent.

Face à cette situation de dégénérescence généralisée certains Sultans se lancent dans un mouvement de réforme de l'armée: ils veulent créer des unités nouvelles et modernes et dissoudre les unités traditionnelles. Chaque fois les janissaires réagissent violemment: le Sultan Osman le jeune, en 1622 et le Sultan Selim III en 1808 sont tués dans des conditions atroces par les janissaires en révolte. C'est finalement le Sultan Mahmut II qui réussit à créer des unités modernes, il se débarrasse des janissaires exterminés à coup de canons dans leurs casernes en 1826.

Deuxième période: prise du pouvoir par l'armée (1908)

L'objectif des Sultans à partir de Mahmut II est de moderniser complètement l'institution militaire sans que la structure du pouvoir soit modifiée: l'armée doit être et rester l'instrument central, l'armature de la société mais totalement soumise à l'autorité civile théocratique-autocratique. Or, dans les écoles militaires modernes créées avec l'aide des officiers européens, l'influence européenne se fait sentir sur le plan technique comme celui des idées. Le Sultan est renversé en 1876 et le pouvoir est remis à un prince qui se dit libéral.

Cette première monarchie constitutionnelle sera de brève durée: fidèle à la tradition autocratique de ces prédécesseurs, le Sultan Abdulhamid II, prétextant une guerre russo-turque congédie le Parlement, se débarrasse des réformistes «jeunes

ottomans» arrêtés, exilés et tués, et institue une autocratie sanglante en vue d'empêcher toute propagation des idées libérales dans l'Empire.

Dans ce contexte les intellectuels civils d'origine bureaucratique, des anciens officiers haut gradés réfugiés au Caire, à Genève, à Londres et à Paris s'organisent en comité de lutte contre l'autocratie. De même, des cellules secrètes de révolutionnaires se forment dans les écoles militaires. Dans cette période où les officiers ne touchent leurs salaires que quelques mois par an seulement, de la jonction de ces comités révolutionnaires «jeune turc» naît le Parti clandestin «Union et Progrès». L'essentiel des cadres du parti est fourni par les officiers et c'est la révolte des militaires de l'armée à Salonique qui oblige le Sultan Abdulhamid II à réinstaurer en 1908 la Constitution suspendue par lui-même trente-trois ans auparavant. Abdulhamid II essaie en 1909 de récupérer le pouvoir en profitant d'une contre-révolution: mais celle-ci écrasée par l'armée, il est destitué. Les élections sont organisées, un Parlement se met au travail. La forme officielle du régime est devenue une monarchie constitutionnelle mais la réalité du pouvoir appartient à l'armée et au Parti Union et Progrès qui reste toujours dans la clandestinité. L'union dirige le pays par cabinet interposé à la tête duquel il place des vieux généraux. Mais la réalité du pouvoir est détenue par les officiers révolutionnaires qui tirent leurs forces de l'armée.

Cette période 1908-1918 est riche en événements politiques et en complexité: officiellement la vie politique reste pluraliste: des partis politiques de toutes les tendances, y compris socialistes, des syndicats ouvriers sont créés. Une presse, des députés au Parlement critiquent le Gouvernement, des syndicats organisent de grandes grèves. Sans modifier les dispositions libérales de la Constitution, l'Union et Progrès préfère éliminer les opposants par des attentats. Lors de la défaite militaire à la première guerre balkanique, les adversaires du pouvoir réussissent à renverser le Gouvernement et en font constituer un nouveau, hostile à l'Union. La réaction des officiers

unionistes est immédiate: investissant la salle de la réunion du Gouvernement, ils ouvrent le feu et font constituer aux ministres rescapés un autre gouvernement qui leur est favorable. En 1913, le Président du Conseil étant assassiné par un attentat, l'Union et Progrès fait arrêter et exiler tous les opposants. C'est désormais un triumvirat composé de Talat, Enver, Cemal pachas qui dirige la Turquie: le triumvirat fait entrer la Turquie dans la Première guerre mondiale du côté allemand sans même avertir le Parlement. L'empire ottoman étant vaincu en 1918 comme les autres puissances de l'Axe, les dirigeants de premier plan fuient à l'étranger où la plupart seront tués par des attentats.

La révolution «jeune turque» de 1908-1918 marquera profondément le système politique turc et la République en sera directement issue. La révolution a été en 1908 l'oeuvre des comités secrets organisés dans l'armée et ces comités avaient réussi dès le début de la révolution à obtenir l'appui de l'ensemble de l'armée et de la population. Les officiers révolutionnaires répondaient aux aspirations de liberté très vives alors dans le pays du fait de l'autocratie impitoyable d'Abdulhamid II, et voulaient réaliser dans l'Empire le rêve centenaire d'une monarchie parlementaire. La révolution de 1908 avait en outre la signification de la prise directe du pouvoir par l'institution militaire qui était toujours au centre sous l'Empire sans cependant exercer le pouvoir. A partir de 1908, on assistait dans l'Empire à un renversement des rôles politiques, le Sultan devenait dépendant de l'Armée et celle-ci devenait l'unique source du pouvoir.

Tous les politologues turcs contemporains insistent sur le rôle capital de la période 1908-1918 pour la compréhension du système politique turc actuel: cette période a servi d'expérience et devenu un laboratoire par la suite sur tous les plans. En particulier en ce qui concerne les fonctions de l'armée et ses rapports avec l'autorité civile, la période jeune turque sert de cadre de référence même à l'heure actuelle: l'idéologie kémaliste - qui reste encore en Turquie dominante - s'est

développée par rapport et contre les principes et les pratiques du parti «Union et progrès». Les officiers jeunes turcs avaient pris le pouvoir en 1908 grâce à l'armée et avaient régné aussi en s'appuyant sur l'armée et restant dans l'armée : ils sont donc restés à la fois officiers et politiciens, confondant volontiers les deux fonctions. Ils avaient toléré une vie politique pluraliste sur le plan officiel et officieusement ils faisaient tuer les adversaires. L'Union et Progrès qui était un grand parti n'avait par contre jamais pu devenir un vrai parti: c'était une formation mi-secrète, mi-militaire agissant par des méthodes expéditives et avec les armes. Ainsi très vite une opposition est constituée en face de l'Union et Progrès. Une autre conséquence de la confusion des fonctions militaire et politique s'observait au niveau de la politisation de l'armée divisée elle-même en tendances politiques. La défaite militaire à la première guerre balkanique est attribuée à cette division de l'armée en tendances hostiles. La confusion des deux fonctions a laissé en Turquie dès cette période une trace très profonde. Au congrès d'Union et Progrès tenu en été 1909, un jeune officier unioniste, Mustafa Kémal, formule de vives critiques à l'égard de la politique du Parti qui préconise la confusion des fonctions : lorsque les officiers interviennent directement en politique, disait alors Kémal, on ne peut avoir ni un parti fort, ni une armée forte. D'après Kémal, les militaires devaient effectuer un choix : ceux qui désiraient faire la politique devaient au préalable démissionner de l'armée. Mustafa Kémal lui-même a fait son choix à cette date et il a choisi l'armée.

Troisième période : retour de l'Armée à la caserne

La situation au début de l'année 1919 montre la fin tragique de l'empire vieux de six siècles : les dirigeants unionistes ont pris le chemin de l'exil, le territoire de l'Empire est occupé par les puissances victorieuses, le Sultan et son nouveau gouvernement dépendent des forces d'occupation et collaborent. Les alliés préparent le plan du démantèlement du territoire ottoman. C'est dans ce contexte que des comités locaux de résistance s'organisent un peu partout en Anatolie avec la participa-

tion des fonctionnaires civils, des notables, des religieux : mais l'armature principale est constituée par les officiers de l'Armée et l'union des comités se fait sous le leadership de Mustafa Kémal qui est alors le général turc le plus haut gradé de l'Empire ottoman. Mustafa Kémal réorganise l'armée et commence alors une guerre entre les forces d'occupation et les forces kémalistes. Le Sultan collabore lors de cette guerre de trois ans avec les forces d'occupation.

Pendant toute la durée de la guerre, l'effort principal est fourni par l'Armée mais Mustafa Kémal, fidèle à ses idées de la suprématie de l'autorité civile, fait constituer à Ankara un Parlement : l'assise nationale et représentative de la guerre est assurée par cette institution qui prend d'ailleurs très au sérieux sa fonction législative. Plus d'une fois en effet, Kémal lui-même rencontre une vive résistance des députés lors de la prolongation des pouvoirs spéciaux du gouvernement pour mener la guerre. Certes, à la libération ce conflit prend fin. Le Sultan est chassé et le pouvoir appartient seul au Parlement. Mais alors un autre problème relatif aux relations entre l'autorité civile et militaire revient à l'ordre du jour. Kémal lui-même est le chef incontesté du pouvoir militaire et civil : les autres généraux victorieux font partie également de l'Assemblée nationale.

Pour résoudre ce conflit dû à la confusion des fonctions, Kémal démissionne de l'Armée : élu Président de la République, il constitue un parti, le Parti républicain du peuple, très différent du Parti Union et Progrès. Le Parti républicain est une institution civile qui ne s'appuie nullement sur l'Armée. Lors de cette période, des conflits plus ou moins déguisés se développent entre Kémal et les généraux-députés : certains restent attachés à la forme religieuse de l'Etat et préfèrent la survie de l'institution religieuse supra-nationale, le Califat. D'autres se méfient de l'institution d'un pouvoir personnel et veulent instituer un système de multi-partisme. Coalisés, les généraux créent une seconde formation, le Parti républicain progressiste. Kémal exige des généraux un choix entre l'Armée et la politique. En 1925, une révolte ethnique éclate à l'est de l'Anatolie :

l'état de siège est décrété et le Gouvernement interdit tous les partis, excepté le Parti républicain du peuple. Ainsi en peu de temps toute possibilité d'une opposition pouvant s'appuyer sur l'armée et la possibilité de la constitution d'une opposition quelconque se trouvent éliminées : commence donc la création d'un Etat moderne sous le leadership du Parti républicain. Ce parti doit être une école pour préparer à terme les Turcs a une vie moderne, à un régime multi-partiste à l'européenne.

A cette date, on constate que la suprématie du pouvoir civil est assurée dans cette République fondée sous le leadership des militaires et par suite d'une guerre menée par l'Armée. En éliminant les généraux de diverses tendances politiques de l'armée, Mustafa Kémal a réussi à dépolitiser l'armée. L'intégralité du pouvoir appartient désormais totalement à l'autorité civile. L'armée, tenue à distance du pouvoir et de la politique, est complètement soumise au pouvoir. Il est strictement interdit aux militaires de s'intéresser et de se mêler à la vie politique. L'armée devient homogène, apolitique.

Cependant, cette dépolitisation de l'armée entièrement soumise à l'autorité civile ne signifie nullement une diminution du rôle et de l'importance de l'institution militaire en Turquie. Sous la République, au niveau de la relation armée-pouvoir politique, on retrouve une situation qui rappelle celle en vigueur historiquement en Turquie : l'autorité civile appartient aux chefs prestigieux de l'Armée comme Mustafa Kémal et Ismet İnönü : ce dernier - qui sera désigné Président de la République après la mort de Kémal - est le général le plus prestigieux de la Guerre de Libération après Kémal. L'armée, même dépolitisée, reste sous la république l'institution fondamentale du régime.

Dans son discours de 1931 à Konya, Kémal définit la place de l'armée dans le système politique et ses fonctions. L'armée est, d'après Kémal, «l'ultime base du pouvoir», gardienne des 'déaux nationaux, «Lorsque je parle de l'Armée, dit Kémal, je parle de cette intelligentsia qui est le vrai propriétaire du pays»(7). D'après Kémal, l'Armée reste à distance de la politique

quotidiennement et elle est inconditionnellement soumise à l'autorité civile. Elle ne peut s'intéresser à la politique et son intervention ne peut être tolérée. Ce serait donc un délit grave pour les officiers de s'intéresser à la politique, de défendre une ligne, une fraction, un parti ou de lutter contre une tendance, une formation. L'armée doit être apolitique dans ses relations avec le pouvoir politique qui lui est supérieur. Cependant cette suprématie du pouvoir civil et la soumission de l'armée ne doivent pas faire oublier la « mission » de l'institution militaire qui est la gardienne des idéaux de la nation : apolitique au niveau de sa relation au pouvoir, l'Armée est fortement idéologique dans sa relation au système qui est placé sous sa responsabilité et son contrôle au niveau historique. Sous l'Empire ottoman, l'idéologie de l'Armée était l'Islam : elle impliquait la défense du système autocratique-théocratique. Sous la République, on peut résumer l'idéologie de l'Armée - officiellement appelée kémalisme - comme l'indépendance nationale, l'intégrité du territoire, l'unité nationale, la République, l'Etat laïque moderne et la paix civile. Lorsque des menaces apparaissent à ces niveaux et si le pouvoir civil apparaît incapable, incompetent pour faire disparaître ces menaces, l'Armée est appelée à assumer sa fonction politique : elle quitte alors son statut de force dépendante et agit en tant que gardienne des « idéaux de la nation ». La République turque est donc placée sous sa tutelle et son comportement est déterminé par la capacité du pouvoir civil : si celui-ci remplit sa fonction, l'Armée lui doit l'obéissance absolue. Lorsqu'elle intervient, son action est limitée à un effort de correction, de mise en état. La « correction » effectuée et le système redevenu fonctionnel, elle doit retourner à la caserne. L'armée ne peut pas devenir donc une force politique, exercer le pouvoir et y rester. L'exemple de l'Union et Progrès est là : le pouvoir doit appartenir et appartient seul à l'autorité civile.

2 — Propositions pour une définition des variables

La genèse des relations militaires-pouvoir politique en Turquie a abouti, on peut le dire, à la détermination d'un « code »

de politisation et d'intervention armée en politique. Il existe en quelque sorte une «structure» spécifique qui «codifie» les relations, les attentes et les actes de part et d'autre. On peut alors s'efforcer de déterminer les variables de politisation, de clivages et du consensus dans l'armée.

La taille de l'Armée constitue sans nul doute une donnée de première importance : la fréquence et le type des interventions, la facilité ou la lourdeur de mise en action de l'institution sont déterminées en partie par la dimension de l'organisation militaire. Or, en Turquie, de tous les temps, on constate la présence d'une armée de très grande dimension toujours justifiée par quelque nécessité : l'Islam et l'expansion territoriale sous l'Empire ottoman, la défense du territoire sous la République, la Guerre mondiale, la Guerre froide, l'appartenance à l'OTAN, par la suite. En fait, l'existence d'une armée forte constitue une tradition en Turquie. Conséquence de cette dimension considérable les interventions de l'Armée sont difficiles et rares. Lorsqu'elles ont lieu, elles revêtent un aspect très officiel, solennel et sérieux. Pour qu'une intervention ait lieu donc, la situation politique doit être vraiment proche de la catastrophe. Ainsi «les aventures» de quelques cliques ou fractions ne peuvent avoir lieu ou, si elles ont lieu, elles ne peuvent aboutir.

Une deuxième variable se situe sur le plan des mentalités, au niveau idéologique: de tous les temps, l'armée est considérée comme la structure principale et l'institution ultime du système politique. La société tout entière est placée sous son contrôle ou sous sa tutelle : l'armée est l'armature de la société. De ce fait, elle a «une mission» historique, une responsabilité fondamentale. Elle doit rester en dehors et au dessus des clivages politiques, sociaux. Elle est le gardien de la société sur laquelle elle a un droit de regard. Elle est apolitique dans la mesure où elle n'a pas droit de prendre parti, de faire de la politique. Mais du fait de son «devoir», de sa «mission» elle défend «un système» avec ses valeurs, normes et coutumes. Elle est donc idéologique en dernière analyse, cette idéologie pouvant d'ailleurs changer au cours du temps de manière fondamentale :

l'Islam, l'autocratie sous l'Empire, la laïcité et le régime de Parti unique, la démocratie pluraliste par la suite.

Une troisième variable concerne «la capacité» du pouvoir politique. Cette armée à laquelle est confiée la tutelle du régime est placée par contre sous le contrôle du pouvoir auquel elle doit l'obéissance totale : excepte la période jeune turque - qui a laissé des souvenirs négatifs - les militaires sont restés toujours dépendants de l'autorité civile. L'obéissance au pouvoir politique légal est une conviction profonde chez les militaires turcs. L'armée a un droit de regard sur la société dans le silence tout en obéissant au pouvoir civil. Celui-ci recourt fréquemment à l'institution militaire pour faire face à des difficultés que rencontre le régime : l'institution des états de siège est très fréquent en Turquie et il arrive que ces états de siège décrétés durant d'une manière ininterrompue pendant des années. Ainsi l'armée, apolitique et sous contrôle du pouvoir, assure l'ordre et la tranquillité pour le compte de l'autorité civile. Lors de ces périodes «exceptionnelles», qui sont en fait «banalisées» en Turquie, l'armée remplit une fonction en quelque sorte de «super-force de l'ordre».

L'armée ne passe donc à l'action contre l'autorité civile que très exceptionnellement, la variable principale étant ici la compétence du pouvoir politique : lorsque les troubles ou les menaces qui affectent le régime dépassent un seuil critique au point de mettre en danger l'indépendance et l'unité nationale, les règles fondamentales du régime, et si le comportement de l'autorité civile apparaît comme très dysfonctionnel pour faire disparaître ces menaces ou encore si ce comportement fait accroître le stress, on entre dans la zone d'intervention possible. L'action des militaires dans ces conditions est une intervention de «correction» : agissant contre l'autorité civile «incompétente», «incapable» ou au comportement intentionnellement ou inconsciemment «erroné», les militaires interviennent pour changer soit les dirigeants, soit une partie des règles régissant le système, soit les deux à la fois. Action accomplie et le système redevenu fonctionnel, ils remettent le pouvoir aux civils

tégalement désignés, et ils passent sous le contrôle de ceux-ci.

Ce schéma quasi achevé qui découle de l'histoire et présent dans les différents discours de Kémal transformés en idéologie officielle de l'Etat turc, constitue le «code» d'action définissant les fonctions de l'institution militaire en Turquie. Ce code idéologique est profondément intériorisé par l'officier turc et connu de l'opinion publique : on peut parler lors des périodes de crises aiguës d'un système de communication entre l'institution militaire et l'opinion mettant en rapport d'un côté «les sentiments» du «devoir» et les attentes de l'autre. Le «code» qui est l'idéologie dominante dans l'armée détermine les seuils qui séparent les situations de dépendance de l'armée au pouvoir civil et les situations où les militaires jugent nécessaire de remplir «la mission».

A ces variables principales on peut ajouter des variables secondaires : lorsque le niveau de vie ou le statut social des militaires se trouve affecté dans le sens d'une dégradation par suite de la politique menée par l'autorité civile, l'inclination à l'intervention se trouve renforcée. De même, toute politique extérieure à l'armée, qu'elle soit d'origine gouvernementale où non, qui vise à affaiblir le consensus, la discipline où la hiérarchie dans l'armée crée une situation qui incite les militaires à réagir. Cependant tous ces facteurs en eux-mêmes ne sont pas suffisants à eux seuls pour inciter l'armée à intervenir : ils sont secondaires et ils remplissent, plutôt une fonction d'accélération et de renforcement du processus d'intervention motivée par des causes nobles. Les seuls intérêts professionnels de l'organisation ne permettent pas de constituer des coalitions lors du processus d'intervention. Or, la «noblesse» des motifs d'intervention se mesure aussi par la largeur des coalitions constituées dans et à l'extérieur de l'armée : de tous les temps, les militaires en Turquie ont attaché une grande importance à la représentativité et à la légitimité des actes d'intervention : ainsi, sous l'Empire ottoman avant l'acte d'intervention, les «janissaires» demandaient aux chefs religieux de décréter légitime la révoite. L'«autorité savante» est devenue par la suite l'université, les professeurs de droit constitutionnel et de science politique.

De même, après-chaque intervention, les militaires convoquent une assemblée pour légiférer. Ces coalitions sont impossibles à trouver dans le cas de la défense des seuls intérêts professionnels. De même, les interventions de type radical et idéologique qui contestent l'idéologie dominante sont vouées à l'échec du fait des difficultés de constituer une coalition verticale dans l'armée et des coalitions avec des forces extramilitaires ; des coalitions sont formées davantage dans de pareils cas contre les dissidents.

A la lumière de ces observations, on peut maintenant résumer sous forme de tableaux regroupant les différentes variables qui permettent d'étudier les processus d'intervention des militaires.

Tableau I : CODE D'INTERVENTION

I — Variables principales

Mission de l'Armée	Situation politique	Fouvoir politique
Défense du pays	Menace extérieure Patrie en danger	Incapacité Incompétence
Unité nationale	Danger de scission Guerre civile	Incapacité - incompétence Comportement scissionniste
Principes idéologiques fondamentaux	Menace contre le régime	Non-conformité aux principes et aux règles.

II — Variables secondaires

Dégradation du niveau de vie des militaires

Dégradation du statut social des militaires

Menaces contre la cohésion, la discipline, l'unité et la hiérarchie de l'armée.

Tableau II : TYPE D'INTERVENTION ET DE COALITION

Objectifs	Possibilité de coalition	
	Dans l'armée	Dans le système
Défense d'intérêts professionnels	coalition horizontale	Non-coalition
Auto-défense de l'ins-titution militaire	coalition verticale	Non-coalition
Intervention conforme au «code»	consensus	Larges possibilités de coalition extra-militaire
Action idéologique offensive dissidente	conflits et clivages	Contre-coalitions généralisées

II — ETUDE DES CAS

Jusqu'à l'année 1946, l'année du passage du régime de parti unique au multipartisme, l'armée, totalement apolitique est restée entièrement dépendante de l'autorité civile : celle-ci pour faire face à des difficultés internes - la révolte ethnique à l'Est - et externe - la seconde guerre mondiale à laquelle la Turquie n'a pas participé - a décrété d'une manière quasi interrompue les régimes d'état de siège et les militaires ont rempli leurs fonctions sans réticence. Lors de cette période de la République, le Président a été Mustafa Kémal secondé à la tête du Gouvernement par İnönü, second personnage militaire pendant la guerre de libération. A la mort d'Atatürk en 1938, l'armée agit en groupe de pression pour faire élire à la présidence İnönü. Son souhait est réalisé.

L'obéissance des militaires à l'autorité civile lors de cette période s'explique par d'autres facteurs aussi : les politiciens ont administré le pays et poursuivi le processus de moderni-

l'ensemble de l'armée adhère quasi immédiatement au mouvement. L'objectif des 38 était d'empêcher la guerre civile, organiser les élections et retourner aux casernes. Les 38 officiers s'organisent après le coup d'Etat en un «Comité d'Union Nationale» pour atteindre ces objectifs.

Or, quelques temps après l'intervention, un clivage apparaît au sein du Comité entre les «modérés» et les «radicaux». Ces derniers, minoritaires, ne veulent pas remettre le pouvoir aux civils. Projétant de réaliser, en Turquie des «réformes structurelles», ils veulent instituer un régime autoritaire.

Le conflit entre les 38 prend fin par un «mini-coup» au sein du Comité d'Union Nationale : les 14 radicaux sont arrêtés et exilés à l'étranger. Le Comité devenu homogène, une nouvelle Constitution plus démocratique est préparée par une Assemblée constituante. Approuvée par un référendum, la nouvelle Constitution entre en vigueur et, le pouvoir est remis aux civils après l'organisation des élections. Une coalition nationale comprenant le Parti républicain constitue le Gouvernement sous la présidence d'Inönü en 1961.

L'intervention de 1962 est l'oeuvre des officiers radicaux guidés par le colonel Aydemir : s'appuyant sur les cadets de l'Académie de terre et les blindés, Aydemir s'efforce de renverser le gouvernement d'Inönü pour instituer un régime autoritaire en vue de réaliser des «réformes structurelles». Inönü résiste, l'état-major reste fidèle au gouvernement en même temps que le gros de l'armée et l'aviation. Aydemir cède et un compromis est trouvé entre les radicaux et le gouvernement. Aydemir est grâcié, l'action cesse.

Même scénario et memes acteurs de part et d'autre en 1963 : au bout de quelques heures d'acorchages, cette fois-ci Aydemir et ses camarades sont arrêtés. Les radicaux sont jugés et deux colonels, dont Aydemir, sont pendus.

L'intervention « indirecte » réussie du 12 mars 1971

Aux élections de 1965, le Parti de la justice qui se déclare héritier du Parti démocrate obtient la majorité et son président Demirel forme le gouvernement.

L'environnement social est très différent désormais en Turquie par rapport à la période précédente. L'accroissement vertigineux de la population et son rajeunissement, l'exode rural, l'urbanisation sauvage et l'industrialisation très rapide créent une situation nouvelle : l'idéologie marxiste prohibée sévèrement jusqu'alors trouve un terrain favorable pour s'épanouir. Un Parti ouvrier est créé et il obtient 15 sièges au Parlement lors des élections de 1965.

Alors que de puissants syndicats se forment et se radicalisent, les forces politiques traditionnelles réagissent très mal au développement des formations extrémistes : les réunions du Parti ouvrier turc sont attaquées par les militants du Parti de la justice, les députés ouvriers sont battus au Parlement. Grâce à la modification de la loi électorale, la représentation du Parti ouvrier passe à deux au Parlement aux élections de 1969.

Désormais, la gauche agit dans la rue. L'insuccès parlementaire du Parti ouvrier aboutit à la multiplication des fractions et des scissions dans la gauche turque. Par suite des émeutes ouvrières de juin 1970 à Istanbul, le gouvernement décrète l'état de siège.

Trois tendances principales caractérisent la gauche turque à partir de cette date : celle du Parti ouvrier de plus en plus délaissé par la jeunesse militante, le Parti préconisant la voie parlementaire. La seconde tendance très radicale préconise la lutte armée, sous forme de guérilla rurale et urbaine. La troisième enfin, projette un coup d'Etat militaire de gauche. A partir de 1970 l'agitation prend donc des proportions de plus en plus importantes : l'occupation des bâtiments universitaires, des usines, des terres, des hold-ups; l'enlèvement et l'assassinat des

personnalités turques et étrangères se généralisent. La Turquie est entraînée vers un état de guerre civile de nature cette fois-ci idéologique.

L'armée intervient officiellement le 12 mars 1971 par un mémorandum signé par l'état-major : Demirel présente sa démission. Un gouvernement composé en partie des technocrates et en partie des politiciens professionnels est formé avec l'appui de l'armée. Commence alors une période caractérisée par une lutte très sévère contre la gauche. Le Parti ouvrier est interdit, ses dirigeants emprisonnés. Les militants extrémistes qui mènent la lutte armée sont traqués, tués, arrêtés et pendus. La période exceptionnelle dure à peu près deux ans. En 1973, sous la pression conjointe de deux grands partis, le Parti républicain et le Parti de la justice, l'Armée retourne dans ses casernes.

La non-intervention de l'Armée depuis 1973

Depuis le départ des militaires l'agitation sociale, culturelle et idéologique n'a cessé de se développer faisant des milliers de morts, revêtant parfois un aspect de massacre collectif comme au 1er mai 1977 à Istanbul ou de mini-guerre civile comme à Kahramanmaras en décembre 1978.

Cependant, malgré le développement de cette agitation et les conflits aigus entre les partis politiques, les institutions démocratiques fonctionnent normalement : les élections de 1977 se sont déroulées dans un calme remarquable. Le gouvernement de Demirel mis en minorité par une motion de censure au Parlement, a présenté sa démission. Un nouveau gouvernement formé toujours dans le Parlement sous la présidence du leader républicain Ecevit a pris la relève. Toujours par un vote au Parlement, le gouvernement d'Ecevit a décrété l'état de siège dans plusieurs départements par suite des événements de Kahramanmaras. L'état de siège se prolonge actuellement par intervalles de deux mois par de nouveaux votes au Parlement. Au niveau institutionnel donc la Turquie ne connaît pas de prob-

lèmes à l'heure actuelle. Comme dans le passé, l'Armée à la demande du gouvernement et par un vote conformément à la constitution au Parlement remplit sa fonction de maintien de l'ordre troublé par les activités des formations extrémistes de droite et de gauche qui mènent une guerre impitoyable entre elles.

B) Analyse des processus de politisation et d'intervention

L'intervention des militaires dans la vie politique constitue un processus qu'on peut décrire en deux temps : la préparation de l'opération et la réussite de celle-ci. Si la préparation de l'opération présente des similitudes d'une intervention à une autre et reste au niveau des techniques, la réussite dépend de facteurs infiniment plus complexes : l'histoire politique locale, la place de l'institution militaire dans le système déterminent l'issue de l'opération qui parfois réussit ou échoue.

Phase préparatoire d'une opération d'intervention

L'étude de différentes opérations d'intervention à travers les journaux, les notes et documents, les mémoires écrits par les acteurs principaux permet de connaître à la fois l'environnement intra militaire et le scénario d'une action d'intervention.

La première observation concerne la présence de «deux mentalités» dans le corps d'officiers : la très grande majorité, bien que plus ou moins intéressée par la politique et ayant des opinions politiques diversifiées, n'est pratiquement jamais portée à l'action. L'intervention est le fait d'une minorité : celle-ci constitue un «noyau dur», quasi-permanent et structuré dont le désir d'intervention résiste au temps. Ainsi, les officiers qui ont renversé Menderès en 1960 préparaient l'opération avec soins. Ce noyau dur ou certains de ses éléments se trouvent parfois découverts comme le prouve le procès de 1957 en Turquie. Mais si l'opération est bien montée cette découverte partielle reste sans effet sur le déroulement de l'opération. D'ailleurs l'échec même d'une première tentative ne désarme pas le noyau dur, qui tente une deuxième fois l'opération. Ainsi

Aydemir, présent dans ce noyau dur bien avant le coup d'Etat du 27 mai 1960, tente son opération deux fois, en 1962 et 1963.

Quelle est la composition de ce noyau dur? Celle-ci doit dépendre de la taille de l'armée et de l'organigramme de l'institution. En Turquie le noyau dur comprenant une trentaine d'officiers, concernait plutôt des capitaines, des lieutenant-colonels et des colonels. Il s'agit donc d'hommes qui sont de grade moyen, qui se situent à mi-chemin entre le début de la carrière et la retraite. Cela prouve que ces hommes ont des réticences à introduire dans leur groupe de jeunes officiers comme les lieutenants et des difficultés pour faire adhérer à leurs causes, dès le début, des officiers haut gradés comme les généraux.

La préparation du scénario se fait en trois directions : d'une part, les éléments du noyau dur se font muter à des postes jugés stratégiquement importants, comme le commandement des unités blindées proche des grandes villes, de la capitale etc. D'autre part des contacts «horizontaux» sont engagés dans l'armée pour multiplier les «sympathisants». Enfin, c'est la phase la plus délicate des contacts «verticaux» : ces contacts sont engagés vers la fin, peu avant l'opération. Les personnalités visées sont des officiers très haut gradés desquels les activistes ont la sympathie. Trois catégories de réponses sont obtenues : le refus, l'adhésion immédiate, la promesse d'adhésion au début de l'opération. Entre dans cette dernière catégorie le général d'Armée Gürsel qui sera le chef du Comité d'Union nationale en 1960 et président de la République par la suite. Mais il existe un danger dans l'opération pour le noyau dur : l'opinion publique identifie l'intervention avec son chef dont le pouvoir s'accroît de ce fait. Or ces personnalités très haut gradées sont souvent modérées dans leurs opinions : ainsi c'est Gürsel qui éliminera du Comité par un mini-coup d'Etat les quatorze radicaux qui ne voulaient pas remettre le pouvoir aux civils.

Reste la phase ultime de l'opération d'intervention : les troupes blindées stationnées près des grandes villes entrent en action

à l'aube, désarment la police, effectuent des arrestations d'après les listes préparées d'avance, s'emparent de la maison de la radio. Le coup est officialisé par un message à la nation à la radio d'Etat et par une conférence de presse organisée par le chef de l'opération à l'intention des journalistes locaux et internationaux.

Les conditions de la réussite de l'opération

A l'origine d'une opération d'intervention on constate la présence d'un noyau dur dont l'existence en elle-même prouve une politisation inégale dans l'armée. La minorité dissidente, pour réussir, est obligée de devenir majoritaire à travers le processus d'intervention.

L'existence de ce noyau dur ne doit pas être générale dans toutes les armées : dans des régimes stables très institutionnalisés comme certaines démocraties occidentales et certains pays socialistes - une intervention des militaires dans la vie politique appartient au monde de la fiction. Il est peu probable que certains officiers de ces armées se retrouvent dans des comités pour se préparer à prendre le pouvoir. Le «noyau dur» apparaît comme un phénomène spécifique qui se rencontre soit dans des régimes très instables - cas des régimes d'Amérique latine où celui des pays africains en voie d'institutionnalisation - soit dans des Etats comme la Turquie où l'institutionnalisation est assez développée mais où historiquement l'armée occupe une place capitale dans le système.

Dans chaque cas cité, la situation du «noyau dur» doit présenter un aspect différent : ainsi dans des régimes peu institutionnalisés où l'Etat ne réussit pas à s'imposer comme une force dominante ou comme arbitre, les armées peuvent intervenir pour le compte de certains partenaires contre d'autres perturbateurs ou pour, son propre compte. Dans ces régimes il existe plus d'un noyau dans les armées et les interventions militaires peuvent se succéder dans le temps donnant le sentiment d'«une banalisation» de la participation militaire à la politique.

En Turquie, la présence des militaires en politique cons-

titue un fait permanent : l'institution militaire constitue une force centrale. Elle est au service du pouvoir politique mais parfois elle passe outre le pouvoir politique. Ce passage à l'action s'effectue par le biais du noyau dur.

Or, si la présence du noyau dur persiste et ses scénarios d'intervention sont les mêmes, son action recueille parfois l'adhésion de la majorité de l'armée comme en 1960 et parfois échoue, la majorité de l'armée prenant position contre et réduisant à néant la présence du noyau, comme en 1962 et 1963. Si les hommes et les scénarios sont les mêmes, il faut expliquer la différence entre l'aboutissement des différents cas.

La différence entre les résultats des différents cas se trouve sans doute au niveau relationnel qui existe dans l'armée : si l'intervention n'est pas le fait du sommet hiérarchique de l'armée. le mémorandum du 12 mars 1971 est déposé par l'état-major - le noyau dur qui ne peut pas faire entrer en action la majorité de l'armée d'une grande dimension, est obligé d'obtenir au moins la neutralité d'une partie des chefs de l'armée et l'adhésion de quelques officiers très haut gradés. Or, le sommet n'entre en action que s'il est persuadé de la nécessité de l'opération et du consensus dans l'armée autour du projet d'intervention. De même, pour le sommet, la possibilité de la réalisation des coalitions extra-militaires après l'opération présente un grand intérêt. Or, l'adhésion de la majorité apolitique de l'armée à une d'intervention et la réalisation des coalitions après l'opération ne peuvent se faire n'importe quand. Pour cela il faut que le système connaisse une tension grave : ces « moments critiques » ne créent une exigence d'intervention de l'armée que si les autres moyens dont dispose l'autorité civile sont épuisés ou si celle-ci se montre incapable, incompétente etc. C'est donc seulement lorsque tous les « seuils critiques » sont franchis que l'armée peut intervenir en réalisant une quasi-unanimité dans le pays. Nous retrouvons ici les éléments du « code » d'action de l'armée turque : les cas qui ne correspondent pas aux exigences contenues dans la code créent le sentiment d'une intervention dysfonctionnelle contre laquelle il faut prendre

position. Dans de pareils cas, même les scénarios très bien préparés échouent et le noyau, enfermé dans l'isolement cède.

L'armée en Turquie continue d'occuper une place privilégiée et il est probable que sa «mission» historique sur le plan intérieur se manifesterait encore longtemps. Cependant malgré le développement de l'agitation dû à une restructuration de la société par suite de l'augmentation de la population, de l'urbanisation et de l'industrialisation, l'armature, institutionnelle politique turque devient plus complexe, expérimentée et diversifiée. Le nombre d'acteurs avec qui il faut réaliser des coalitions s'accroît, ces coalitions deviennent plus difficiles. La probabilité de la formation de contre-coalitions augmente aussi. Le schéma simple hérité du passé caractérisé par la présence des institutions tutélaires devient plus difficile à manipuler.

NOTES :

- 1) LYBYER A. H., *The government of the ottoman Empire in the time of Suleiman the magnificent*, Cambridge, Mass., 1913, pp. 90-91.
 - 2) BERKES N., *Türkiye'de çağdaşlaşma*, Ankara, Bilgi yayınevi, 1973.
 - 3) MARDİN S., «Historical determinants of social stratification : social class and class consciousness in Turkey», *Siyasal Bilgiler Fakültesi dergisi*, 1967.
 - 4) BERKES N., *Türkiye İktisat Tarihi*, İstanbul, Gerçek Yayınevi, 1975, T.I. pp. 100-101.
 - 5) HEPER M., *Türk kamu bürokrasisinde gelenekçilik ve modernleşme*, İstanbul, Boğaziçi Üniversitesi Yayınları, 1975, pp. 62-63.
 - 6) SAYLAN G., «Ordu ve Siyaset», *Armağan-Kenun-u Esası'nin 100. yılı*, S.B.F. Yayınları, Ankara, 1978, p. 396.
 - 7) *Atatürk'ün Söylev ve Demeçleri*, Türk İnkılâp Tarihi Enstitüsü, t. 2, Ankara, 1952, p. 266.
 - 8) TURGAY AHMAD F., B., *Türkiye'de çok partili politikamın açılışmalı Kronolojisi 1945-1971*, İstanbul, Bilgi Yay. 1976.
- IPEKCI A.; COSAR O. S., *İhtilâlin İeyüzü*, İstanbul, 555 p.
- AYDEMİR S. S., *İhtilâlin Mantiği ve 27 Mayıs İhtilâli*, İstanbul, Remzi Kitabevi, 1976.
- KOCAS S., *Atatürk'ten 12 Mart'a*, İstanbul May Kitabevi, 1977.